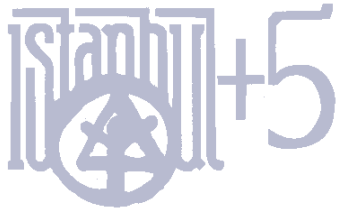


# LE MILLÉNAIRE URBAIN

La Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat

NEW YORK, 6-8 JUIN 2001



## Femmes et développement des établissements humains

*« De nombreux progrès ont été accomplis en matière de promotion des femmes, d'une meilleure législation à une plus grande participation, de la Conférence du Caire sur la population au Programme d'action de Beijing, de la prise de pouvoir économique à l'émancipation intellectuelle. Mais pour la majorité des femmes du monde, la vie quotidienne reste une lutte difficile et parfois dangereuse. Les objectifs de l'égalité entre les sexes, de la paix et du développement qui restent au cœur du calendrier international pour la promotion des femmes sont loin d'avoir été réalisés. »*

SECÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, M. KOFI ANNAN  
à l'occasion de la Journée internationale des femmes, 8 mars 2001

LES FEMMES ONT OBTENU DES BÉNÉFICES remarquables depuis 1995 : elles vivent plus longtemps, en meilleure santé, reçoivent une meilleure éducation, et sont plus actives dans l'économie. En outre, les femmes qui ont le droit de vote n'ont jamais été si nombreuses. Malgré ces avancées les femmes forment encore le plus grand nombre de ceux qui, partout dans le monde, vivent dans la pauvreté et souffrent d'illettrisme, de déplacements, de violence, de malnutrition et de mauvaises conditions de santé. Selon les estimations des Nations Unies, les femmes sont en retard virtuellement dans tous les aspects de la vie.

Dans de nombreux pays, la féminisation de la pauvreté fait qu'il devient plus difficile pour les femmes de joindre les deux bouts pour subvenir à leur famille. Le manque de services sociaux de base et la faiblesse des infrastructures ont des conséquences plus lourdes pour les femmes, puisque que ce sont elles, bien plus que les hommes, qui règlent les problèmes sanitaires et assurent la gestion des combustibles et des déchets. Alors même que les femmes sont souvent les gestionnaires directes du foyer, elles sont exclues des assemblées de prise de décisions aux niveaux local et national. Ainsi, bien que ce soient elles qui souffrent des conséquences du manque de logements convenables, elles n'ont pas souvent les moyens d'y remédier.

Conscient de l'exclusion des femmes de la planification et de la gouvernance urbaines, le programme pour l'Habitat demande que soit réalisée l'égalité entre les sexes dans le développement des établissements humains. En

vue de renforcer cet engagement, Habitat a mis l'accent sur les femmes dans deux campagnes stratégiques : la **Campagne mondiale pour une bonne gouvernance urbaine** et la **Campagne mondiale pour la sécurité d'occupation**. Ces campagnes, dont l'objet est de fournir des points d'impact stratégiques pour la mise en œuvre du Programme pour l'habitat, mettent en valeur le rôle accru des femmes dans les domaines économique, social et politique; leur succès sera mesuré à l'aune des réponses apportées aux besoins des femmes.

La **Campagne mondiale pour une bonne gouvernance urbaine** recommande une participation active des hommes et des femmes à la planification urbaine qui compte parmi les moyens d'accéder au développement durable. Les politiques pour les femmes et la bonne gouvernance visent à accroître la représentation des femmes dans les processus de prise de décisions et à mettre l'accent sur les problèmes concernant les femmes dans les questions relatives aux établissements humains.


Dans les villes du monde entier, la participation des femmes aux institutions publiques et privées reste minimale. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les femmes ne détiennent que 12 % des sièges parlementaires à l'échelle mondiale. Au niveau local, les chiffres varient de moins de 5 % en Afrique subsaharienne et à 40 % dans certains pays Européens. La représentation des femmes doit non seulement augmenter dans l'arène politique, mais aussi dans le monde professionnel. Cela signifie qu'il faut plus



NATIONS UNIES



CNUEH (HABITAT)



de femmes banquiers, architectes, urbanistes, environnementalistes, etc. L'objectif est d'accroître le nombre de femmes qui occupent des positions décisionnelles afin que les besoins et les problèmes des femmes ne soient plus négligés.

De la même manière, la **Campagne mondiale pour la sécurité d'occupation** s'efforce d'assurer que les femmes bénéficient de l'égalité des droits d'hériter et d'être propriétaires de biens fonciers et autres biens. Même dans les sociétés modernes où les femmes ont le droit d'acquérir, de gérer et de disposer de la terre et autres biens fonciers, les pratiques coutumières entravent encore les femmes dans l'exercice de leurs droits légaux. Dans les zones de conflit, la situation des femmes est aggravée par leur incapacité à hériter. De nombreuses femmes dont les époux ou les parents ont été tués se retrouvent ainsi, avec leur enfants, dépossédées et sans ressources.

Conscient qu'il importe de garantir aux femmes la sécurité d'occupation, Habitat a travaillé avec les gouvernements, les autorités locales et les autres partenaires du programme pour l'habitat en vue d'assurer aux femmes l'accès à la terre et à la propriété. Par exemple, des lois ont été adoptées au Rwanda pour accorder aux femmes le droit d'hériter de la propriété. Une mesure d'une importance particulière puisque, selon les estimations, à l'issue du conflit civil, 60 % des survivants étaient des femmes qui n'avaient aucun droit reconnu à hériter de la terre ou des biens.

Au fond, la question n'est pas de savoir si les femmes doivent participer, mais de savoir comment elles doivent le faire. Dans un effort visant à promouvoir des initiatives positives prises dans divers pays du monde, Habitat a établi une base de donnée facile à utiliser. On y trouve divers exemples de bonnes pratiques et d'expériences réussies qui montrent comment les femmes peuvent être intégrées avec succès dans les processus de développement des établissements humains.

La banque de la Self-Employed Women's Association (SEWA) en Inde est un excellent exemple de la manière dont l'intégration des femmes occupant des positions décisionnelles a su bénéficier à toutes les femmes. La SEWA Bank a été créée pour accorder des prêts à des taux raisonnables à des femmes de faibles revenus qui se voyaient imposer des taux exorbitants par les banques traditionnelles. L'expérience a montré que ces femmes remboursent leurs emprunts et que l'argent sert à

renforcer le statut de leur famille, que ce soit par l'expansion du commerce informel, l'éducation des enfants ou l'amélioration du logement.

En Autriche, la participation de femmes architectes à un projet de planification urbaine constitue un exemple de bonne pratique qui démontre les effets bénéfiques de l'intégration des femmes à la gouvernance urbaine. Ce projet a permis de confier à des femmes architectes l'aménagement d'une section entière de la banlieue de Vienne. Le critère essentiel de ce projet était de tenir compte et de faciliter les multiples aspects de la vie quotidienne des femmes. Ainsi 359 unités d'habitation seront construites avec des aménagements spécialement conçus en pensant aux femmes comme, par exemple, des débarras pour les voitures d'enfants au rez-de-chaussée, des cuisines placées au centre des activités domestiques, des lieux de rencontre afin de faciliter les relations de voisinage.

Au Nicaragua, une organisation non gouvernementale locale (ONG), Habitar, a appuyé les communautés dans leurs négociations avec le gouvernement en vue d'obtenir les titres de propriété de 8 862 terrains, répartis sur 7 quartiers, qui pouvaient bénéficier à 21 000 personnes, principalement des familles pauvres et des foyers dirigés par des femmes. Une bonne pratique similaire au Sri Lanka a permis de faciliter la construction d'habitations à faibles loyers destinées aux familles pauvres, particulièrement aux foyers dirigés par des femmes. La « Sri Lanka Reclamation and Development Corporation », avec le soutien financier de la Fondation EMACE, a relogé des squatters installés sur la rive du canal Dehiwela depuis plus de 30 ans. L'objectif principal était d'aider les squatters à obtenir le droit d'occupation d'un terrain et de les aider à construire leur maison sur le principe de l'autoassistance.

Habitat est parvenu à la conclusion que la complète mise en œuvre de son programme passera par l'accroissement du rôle des femmes. Pour y parvenir, il faut encourager et appuyer la participation des femmes à tous les niveaux. Le projet de « Déclaration sur les villes et autres établissements humains dans le nouveau millénaire », qui sera proposé à Istanbul + 5 et soumis à l'adoption des Etats Membres après les négociations finales, inscrit la nécessité de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes comme des moyens efficaces de lutter contre la pauvreté et de stimuler le développement d'établissements humains qui soient vraiment durables.